

## PROPOSITION



**Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.**

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :**

A l'image de mon parti, l'Union populaire républicaine, je ne m'engage pas sur des promesses que je ne suis pas sûr de pouvoir tenir. Ce que je peux garantir, c'est de soutenir cette proposition lorsque la FRANCE sera redevenue indépendante, car elle correspond à l'éthique de notre engagement collectif. Nous pourrions mettre en oeuvre le juste paiement des impôts et les réglementations nécessaires pour les entreprises sur le territoire français puisque nous abrogerons l'article 63 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne sur la libre circulation des mouvements de capitaux. Quant à l'harmonisation fiscale en Europe, nous expliquons depuis des années qu'elle ne sera jamais mise en oeuvre, puisqu'il faut l'unanimité des états membres pour réformer les traités (art. 48 du traité de l'U.E) et qu'il suffit d'un seul pays (le LUXEMBOURG, par exemple) pour faire échouer la négociation. C'est pour cela notamment que nous voulons sortir de l'Union européenne et de l'euro par la mise en oeuvre de l'article 50 du T.U.E (FREXIT).

## PROPOSITION



**En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.**

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



**Commentaires :**

Dans le même ordre d'idée, je m'engage à défendre cette position en tant que député et à en faire la promotion au niveau international, quelque soit le cadre. Je me battraï concrètement contre toutes les mesures de concurrence fiscale par le bas, comme d'ailleurs contre toutes les mesures environnementales par le bas. Je précise que si nous réussissons notre projet de création d'un parlement de la Francophonie, le poids de la France dans ces domaines au niveau international sera considérable.

## PROPOSITION



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input checked="" type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Je ne m'engage pas sur le calendrier même si j'en approuve le principe car il nous faudra un audit des comptes publics et tenir compte de toutes les priorités. Par ailleurs, nous engagerons un grand débat national sur la dette publique suivi d'un référendum, afin de déterminer nos marges budgétaires.</p>	

## PROPOSITION



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Je ne suis pas hostile à une taxe sur les transactions financières dans le principe mais le contrôle des mouvements de capitaux et une taxation différenciée sur les plus-values boursières me semblent plus efficaces. Par contre, 100% d'accord avec vous pour mettre la finance au service de l'économie réelle.</p>	

## PROPOSITION



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input checked="" type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> D'accord avec la première partie mais je ne comprends pas votre dernière phrase. Toutes les aides me semblent s'inscrire dans le cadre de politiques de coopération engagées par la France.</p>	

## PROPOSITION



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input checked="" type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Difficile de se positionner sur la question des énergies fossiles sans évoquer tout à la fois la question du nucléaire et celle des énergies alternatives, et de la place des unes et des autres dans le cadre d'un calendrier précis. C'est tout l'objectif du débat national que nous voulons proposer aux Français.</p>	

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Avec pour restriction le volet européen.

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires : Difficile de s'engager sur un chiffrage et un calendrier précis sans tenir compte des négociations internationales, mais la France adossée à la Francophonie peut porter des ambitions de ce type.

## PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires : Sans réserves	

## PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
Commentaires : Là encore, 100% d'accord, sauf pour l'Union européenne, qui n'est pas une instance internationale légitime à mes yeux. Par contre, vous ne mentionnez pas le Conseil de l'Europe, qui inclut des pays qui ne sont pas membres de l'UE, et qui peut jouer un rôle très important.	

## PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

**Commentaires :** Je ne veux pas d'une politique commune d'asile en Europe. La France pourra ainsi mener une politique en matière de droit d'asile fidèle à ses traditions et à sa vocation universelle. Et je distingue la question du droit d'asile de la question des flux migratoires, qui relève de décisions souveraines, qui seront tranchées démocratiquement par les Français dans le cadre d'un autre débat national suivi d'un référendum.

## PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

**Commentaires :** La politique migratoire de la France ne doit pas être externalisée et encore moins le droit d'asile, qui relève des droits de l'homme. Par contre, je ne suis pas hostile à des accords migratoires bilatéraux avec les pays d'origine (avec des politiques de développement négociées dans ce cadre), à condition bien sûr que les pays concernés soient respectueux des droits humains. Pour ce qui concerne la Turquie, c'est l'affaire de l'Union européenne dont nous ne ferons plus partie comme je le souhaite.

## PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> Ce sera fait au niveau français et nous porterons cet objectif au niveau international. Nous combattons par ailleurs la logique des traités de libre-échange, type "TAFTA", "CETTA" etc, qui placent les multinationales en position de force juridique, au détriment des Etats et des peuples.</p>	

## PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<p><b>Commentaires :</b> L'impact de la concurrence déloyale ne touche pas que les pays du Sud. Il suffit d'observer la désindustrialisation massive que nous subissons en France, ou encore la situation dramatique de nos agriculteurs. Je précise que l'Union européenne est à mon sens une machine à développer de la concurrence déloyale de par le contenu des traités, et qu'elle a même été créée pour cela. Quant au reste, 100% d'accord avec vous pour le salaire minimum au niveau de l'OIT et la défense des conditions de travail dans les pays du Sud.</p>	

# PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

**JE M'ENGAGE**



**JE NE M'ENGAGE PAS**



Commentaires : Accord de principe mais je n'ai pas lu la convention, dont le protocole facultatif.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

**Nom :** GOMBERT

**Date :** 24 mai 2017

**Prénom :** Philippe

**Signature :**

**Département :**

23- CREUSE

**Étiquette politique :**

UPR